Réunion des Banques Centrales et des Autorités Monétaires des Pays Membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI)

"Traitant la Stabilité des Risques Financiers: Politique de Macro- Prudence et Approfondissement Financier dans les Finances Islamiques"

5-6 novembre 2014, Sorabaya, République de l'Indonésie

COMMUNIQUÉ FINAL

1. Nous, les gouverneurs et les chefs des délégations participant à la Réunion des Banques Centrales et les Autorités Monétaires des Pays Membres de l'OCI, tenue à Sorabaya, l'Indonésie, le 6 novembre 2014, exprimons notre gratitude et appréciation profonde à la Banque l'Indonésie et le Centre de Recherches Statistiques, Economiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC), l'Organisation de Coopération Islamique (OCI) pour organiser la réunion des Gouverneurs et son atelier précédent de groupe d'experts, dans le cadre de l'article de l'ordre du jour de la coopération financière de COMCEC.

2. Nous nous rendons compte que les Banques Centrales et les Autorités Monétaires devraient être préparées à tous développements et chocs financiers globaux potentiels, en termes d'assistance de normalisation et d'infrastructure. La mise en œuvre de la politique de macro- prudence qui est fiable est pivote pour assurer la stabilité dans un pays particulier aussi bien que régionalement, tenant compte du débordement frontalier défavorable potentiel. Dorénavant, plus de coopération et de collaboration pour allouer les ressources de l'assistance technique en développant le renforcement de capacité et l'expertise des programmes partager en commun est très importante.

3. Nous nous rendons compte qu'une approche complète qui répond aux besoins financiers conventionnels et Islamiques de systèmes doit surtout avoir lieu en assurant la croissance industrielle à long terme sans créer nécessairement l'excès substantiel du risque. Le développement de la politique économique et financière nationale devrait inclure les finances Islamiques d'une manière systématique. En

dépit de quelques différences techniques, les finances Islamiques partagent les mêmes soucis en ce qui concerne la robustesse systémique qui va aider à résister tout genre d'incertitudes provenant des facteurs internes ou externes. Les instruments conçus de manière consacrée, l'infrastructure et les politiques doivent être développés pour pouvoir mettre le niveau de la prudence des finances Islamiques au même niveau que le conventionnel.

4. Nous identifions que le secteur financier Islamique est toujours en développement près à être équiper des normes compréhensives qui seront mises en application et identifiées internationalement. Dans ce contexte, nous réaffirmons que le rôle des Conseils des Services Financiers Islamiques (IFSB) et l'Organisation de Comptabilité et de Contrôle pour les Institutions Financières Islamiques (AAOIFI) en tant que organisateurs de norme internationale pour le secteur financier Islamique est pivote. En dépit de ces efforts et du fait de se rendre compte que les normes de normalisation des finances Islamiques ne sont pas actuellement aussi compréhensives que la tendance courante. L'observance de normalisation à certaines références existantes est inévitable tant que les cadres ne sont pas en conflit avec les principes de sharia.

5. Nous sommes d'avis que, au niveau de la frontière de la stabilité financière, le secteur financier Islamique doive être sous l'assurance de la politique de macro-prudence. Dans ce contexte, la collaboration internationale doit avoir lieu plus intensément pour trouver des normes internationales bien compréhensives.

6. Nous identifions l'importance de la collection, collation, traitement et la diffusion des données a l'égard des opérations bancaires et des finances Islamiques, et, exprimons notre support à SESRIC pour pouvoir coordonner les efforts dans ce contexte, en collaboration avec des organisations internationales relatives, y compris l'IFSB, le Centre Global de Développement de Finances Islamiques de la Banque Mondiale et la Banque Islamique de Développement (IDB).

7. Nous identifions la nécessité d'optimiser et revitaliser le secteur social Islamique, qui a un potentiel énorme pour contribuer au développement économique, particulièrement par le fait de renforcer l'inclusion des instruments financiers. En dépit du potentiel, dans le cadre de l'inclusion financière, l'utilisation proportionnée des ressources du système de Zakat et d'Awqaf exige des efforts persistants en termes de programme de développement plus systématique et une coopération internationale, incluant au niveau du secteur d'opérations bancaires Islamique et l'éducation de finances.

8. Nous réaffirmons que la contribution de la coopération technique et des programmes de renforcement des capacités est instrumentale en renforçant les capacités de nos ressources humaines et institutions afin d'assurer une meilleures élaboration et surveillance de la politique. Dans ce contexte, nous reconnaissons le besoin de participation active à ces programmes, tels que les programmes de renforcement des capacités de jumelage de la Banque Centrale de SESRIC, des programmes de coopération financiers de COMCEC, et les programmes d'IFSB en vue de faciliter l'échange et le transfert des connaissances, de l'expertise et des pratiques parmi nos institutions.

9. Nous faisons bon accueil à l'offre de la République de Suriname d'avoir accepté d'accueillir la Réunion des Banques Centrales et des Autorités Monétaires des Pays Membres de l'OCI en 2015.

6 novembre 2014
Sorabaya, Indonésie